

Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16



C'est ce que des centaines de personnes sont venues redire devant le centre fermé pour étrangers à Vottem, ce dimanche 18 mars 2012.

13 ans déjà qu'existe ce camp de la honte. « Nous avons le devoir de résistance face à l'inacceptable », allait exprimer, au nom des manifestant/e/s, France Arets, porte-parole du CRACPE (collectif de résistance aux centres fermés), à l'initiative de cette nouvelle marche vers cette prison enfermant des innocents.

« Ces centres fermés pour étrangers font partie, pour nous, de l'inacceptable, parce qu'ils sont des prisons qui cachent leur nom, où sont détenues des personnes qui n'ont commis aucun délit, si ce n'est de ne pas avoir les bons papiers. »

Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16

« Ce sont, précise France Arets, plus de 13 000 personnes qui ont été détenues ici à Vottem, depuis l'ouverture du centre. Chaque année, la Belgique éloigne au moins 8 000 personnes : les rapatriements, les personnes refoulées dont on n'a pas la trace, les retours dits « volontaires ». Chaque jour, les expulsions violentes se poursuivent, notamment dans les avions de la Brussels Airlines. Ces expulsions ne réussiraient pas, s'il n'y avait pas 7 agents de la police pour ceinturer un corps menotté, entravé, saucissonné, bâillonné. Les droits humains sont bafoués quotidiennement ».

Prenant la parole à son tour, Allal, ex-sans papier régularisé, après une détention au centre fermé de Vottem, allait témoigner de cet univers carcéral, qui cache son nom et ses réalités derrière les grillages et le rideau vert de Vottem : « Nous sommes des milliers à avoir quitté la misère, les persécutions, la dictature, la guerre, la violence sociale pour nous retrouver, ici au centre fermé de Vottem et dans d'autres centres, ces institutions pénitentiaires qui enferment des innocents, parce qu'ils ne possèdent pas de papiers, ces prisons qui détruisent la santé physique et morale... ».

Notre camarade France, qui est aussi animatrice du comité de soutien aux sans-papiers, allait attirer également notre attention sur l'intensification de la politique d'expulsion : « 3/4 des demandes d'asile sont rejetées. Et l'accord gouvernemental du gouvernement Di Rupo prévoit d'intensifier la politique dite de retour, c'est-à-dire, en réalité, d'expulsion. Ainsi, une liste de pays « sûrs » restreindra encore le droit d'asile. La nouvelle secrétaire d'Etat à l'asile et l'immigration, Maggie De Block, a obtenu un budget supplémentaire pour faire fonctionner le nouveau centre 127 « tris » ou « Caricole », qui permettra d'augmenter le nombre d'enfermés et donc d'expulsions. Il n'y a pas de « rigueur douce » pour la politique d'expulsion. La secrétaire d'Etat a également obtenu un budget pour créer un « centre de retour » pour les demandeurs d'asile déboutés, à qui on proposera un retour « volontaire », sinon forcé. De toute façon, dans les deux cas, il s'agit bien d'expulsion ».

D'où la revendication, lancée par la porte-parole du CRACPE, portée par le comité de soutien aux sans-papiers et les manifestant/e/s – dont la présence remarquée d'une délégation de la

Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16

FGTB liégeoise – d'une véritable politique d'asile, respectant les droits humains et d'une autre politique d'immigration.

« L'opération de régularisation, menée en 2009, sur base notamment de « l'ancrage local durable », a été « trop restrictive », précise France Arets. « C'est pourquoi, nous revendiquons une commission permanente de régularisation. C'est, entre autres, le seul moyen de ne pas diviser les travailleurs avec ou sans papiers. Une politique restrictive en matière d'octroi du droit au séjour entraîne la clandestinité. Et celle-ci génère presque toujours une exploitation, dont profitent des secteurs importants de notre économie : l'agriculture, la construction, l'Horeca, le textile, le nettoyage... ».

Ce 18 mars, nous étions, à nouveau, des centaines pour manifester notre refus de l'inacceptable, ce déni des droits humains, pour dire à tous ces emprisonnés, qui n'ont commis aucun délit, qu'on ne les oublie pas, pour soutenir le CRACPE, qui, depuis l'ouverture de ce camp de la honte, assure, chaque semaine, devant les grillages et les portes blindées du centre fermé de Vottem, une présence et un soutien aux sans-papiers.

Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16



Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16



Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16



Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16



Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16



Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16



Vottem, camp de la honte, 13 ans déjà... Je ne l'accepte toujours pas !

Écrit par Denis Horman

Dimanche, 18 Mars 2012 00:00 - Mis à jour Mardi, 20 Mars 2012 13:16

